

## A suivre à Bruxelles

Les européens placent l'environnement au centre de leurs préoccupations. Il ressort du rapport disponible sur le site Eurobaromètre du 13 mars 2008, que 95% des européens pensent qu'il est important de protéger l'environnement et nous sommes plus de deux tiers à préférer que les décisions en matière d'environnement soient prises au niveau européen. Il est donc plus que jamais important de suivre l'élaboration des textes communautaires et les initiatives prises par la Présidence française dans tous les domaines du droit de l'environnement.

## A suivre à Bordeaux...

Conformément aux règles d'origine communautaire, transposées en droit interne, les communes seront bientôt dans l'obligation de produire une cartographie des ambiances sonores de leur territoire et de corriger ensuite les zones bruyantes.

Dans cette perspective, la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB), dépositaire non seulement de données (trafic, caractéristiques des voies, localisation des industries polluantes en termes d'émissions sonores...), mais aussi de compétences particulières dans la maîtrise d'un logiciel spécifique, a proposé aux communes d'élaborer une carte du bruit de l'agglomération bordelaise. Les données recueillies leur seront gracieusement remises. C'est la rocade qui génère aujourd'hui le plus de bruit sur la CUB.

(Source : Journal 7 de la CUB).

## A suivre à Lyon

Un mur végétal dépolluant pour le centre d'échanges de Lyon Perrache; une étude expérimentale, réalisée en partenariat avec l'Université de Savoie, a permis de mettre en évidence une réduction d'environ 80% de la concentration atmosphérique des COV. Le mur végétalisé est également actif vis à vis des polluants précurseurs de l'ozone tels que les NOx. Les expérimentations réalisées permettront d'aller plus loin dans la compréhension des mécanismes de traitement.

# NEWS HUGLO LEPAGE N°5

Avril 2008

**Edito:** Entre les émeutes de la faim qui font apparaître les questions agricoles sous un jour nouveau, le débat OGM en France et en Europe, la multiplication des projets industriels dans le domaine des nouvelles technologies de l'environnement, les sujets sur lesquels nous travaillons depuis de longues années ne cessent de s'étendre, appelant à la fois un effort d'imagination pour penser le futur et de sérieux pour faire évoluer le présent. Le droit est cet outil précieux qui permet grâce à l'effort créateur de la jurisprudence de faire évoluer sans trop d'à-coups l'état de droit. Reste la question de la justice, au sens de l'équité, sans laquelle toute prétention à répondre aux défis immenses et multiples qui nous lancés, resteront vains.

HUGLO  
LEPAGE  
ASSOCIÉS  
CONSEIL



## A suivre à Lille

Les résultats souvent serrés des élections municipales ont suscité de nombreux recours électoraux.

Les candidats battus des communes de Tourcoing, Béthune, Halluin, Croix et bien d'autres encore ont annoncé dans la presse locale qu'ils contestaient la sincérité du scrutin devant le Tribunal Administratif de LILLE. Les jugements devraient être rendus prochainement. et pourraient déclarer certains élus inéligibles, voire annuler certains scrutins.

## François BRAUD Un avocat au pied marin .....

### D'où venez-vous ?

De l'Atlantique, mais surtout d'un DEA de droit public et de droit de l'environnement et d'un DESS de contentieux de droit public, après une formation de publiciste. C'est précisément pour cette raison que j'ai intégré le cabinet HUGLO LEPAGE, leader dans ces spécialités, en 2000. Mon association au cabinet au 1er janvier 2008 concrétise mon attachement et ma fidélité à cette structure toujours plus audacieuse et réactive dans ces matières en constante évolution.

### Que faites-vous ?

Je conseille, j'accompagne, je défends... Je conseille industriels et aménageurs sur l'application des réglementations en droit de l'environnement industriel et en droit de l'urbanisme, pour sécuriser juridiquement leurs projets... Je les accompagne dans l'instruction de leurs demandes d'autorisation d'exploiter, dans la fermeture de leur site... en tenant compte de toutes les difficultés posées par le droit des installations classées, le droit des sols pollués, le droit des déchets. Je défends, en intervenant encore beaucoup dans des contentieux devant les juridictions administratives, civiles et pénales, en ayant développé une activité spécifique en droit pénal de l'environnement

### Perspectives ?

Passionné de voile depuis des années, j'apprécie de lutter contre vents et marées pour soutenir le développement d'activités nouvelles comme l'éolien ou encore pour relever les défis lancés par le changement climatique et la nécessité d'assurer un développement durable de nos sociétés qui bouleversent le droit de l'environnement (permis d'émissions négociables, quotas, mécanisme de développement propre...). Participer à cette évolution est un exercice passionnant sur le plan intellectuel mais également une mission qui nécessite de revoir quotidiennement nos réflexes et notre façon d'appréhender les problématiques environnementales.



## Nous participons à :

20 mars 2008: Petit déjeuner en partenariat avec Norisko Audits J. ASSCHER MP MAITRE

20 Mars 2008: Le printemps de USF

Les systèmes d'information au service du développement durable C.LEPAGE

21 Mars 2008: CREDHO Université Paris XI Sceaux. La France et la Cour Européenne des droits de l'Homme. 1998-2008 : une décennie d'application du Protocole XI : l'arrêt collectif national d'information et d'opposition à l'usine Melox-Collectif Stop Melox et Mox du 12 juin 2007. A.GOSSEMENT

26 Mars 2008: Conférence CEJEM à Paris II Le cadre juridique de la communication politique sur internet. A.GOSSEMENT

27 mars 2008 : Journées Techniques de la Démolition .L'évolution de la réglementation et des responsabilités des entreprises de démolition. P.-G. BALAY

27 Mars 2008: Sénat: Lanceurs d'alerte et système d'expertise : vers une législation exemplaire en 2008. C.LEPAGE

27 Mars 2008: Jean Claude Coulon Partenaire. Lyon. Droit de l'environnement industriel. A.Moustardier et F.Braud.

27 et 28 mars 2008: EFE: Découvrir la réglementation santé/ sécurité. MP Maître, L. Grinfogel.

31 mars, 1er et 2 avril 2008: MEDAD: Formation DRIRE: La réglementation déchets. MP Maître, L. Grinfogel.

2 Avril 2008: Salon Produrable: Développement Durable et emploi. C.LEPAGE

2 Avril 2008: Salon Produrable: Les métiers du droit. A.GOSSEMENT

2 Avril 2008: Sciences Po, Eco-citoyenneté C.LEPAGE

2 Avril 2008: Jean Claude Coulon Partenaire Paris: Droit de l'environnement industriel A.Moustardier et F.Braud

3 Avril 2008: CJD La Rochelle. C.LEPAGE

3 avril 2008: Formation CNPP Responsabilité en matière de santé et sécurité au travail. MP MAITRE

10 Avril 2008: Conseil Franco Britannique à Londres. Energie, Environnement et compétitivité. C.LEPAGE

14 Avril 2008: INSEAD. Business et environnement C.LEPAGE

16 Avril 2008: Human Rights Certification. C.LEPAGE

## Nous avons écrit:

- Service recherche et veille juridique: « les liquides inflammables » Environnement et Technique Mars 2008.
- Christian Huglo, Corinne Lepage, Marie Pierre Maître : « les deux leçons du jugement de l'Erika et leurs conséquences pour l'avenir » . Environnement et Technique Mars 2008.
- Décideurs Stratégie Droit Finance « La directive européenne sur les énergies renouvelables, un moteur de transformation du droit » 1er avril 2008 C.Lepage.
- Revue Expert Mars 2008: « L'expertise dans le domaine de l'environnement » .C.Lepage.

## La décision du mois:

Référé pré-contractuels et Marchés publics : mentions obligatoires de l'avis d'appel public à la concurrence :

Aux termes d'une ordonnance rendue le 18 février 2008, le Juge des Référé du Tribunal Administratif de Strasbourg a confirmé que les avis d'appel public à concurrence des marchés publics doivent indiquer l'instance chargée des procédures de recours et les délais d'introduction des recours ou, au besoin, le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours.

L'omission de ces mentions constitue un manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence susceptibles d'entraîner l'annulation du marché par le Juge des Référé Précontractuels.

En l'occurrence, notre cabinet a obtenu l'annulation du marché pour cette seule erreur administrative car l'avis ne mentionnait pas les voies et délais de recours possibles contre le marché.

A cet égard, il convient de rappeler que le Conseil d'Etat a récemment jugé que ces avis doivent aussi mentionner, au titre des voies de recours, la possibilité de former un référé précontractuel avant la signature du marché (Conseil d'Etat, 8 février 2008, Commune de Toulouse).

## Ils ont dit...

La Tribune 3 avril 2008: « La fin de l'autonomie juridique des filiales à l'étude » C.LEPAGE

1er avril 2008: « Les lanceurs d'alerte français en quête d'un cadre législatif protecteur » C.LEPAGE

Courrier cadre avril 2008: Pas de Développement Durable sans développement désirable. C.Lepage